

Affaires courantes

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Madame la Présidente, je voudrais présenter à la Chambre deux pétitions en vertu de l'article 36 du Règlement.

La première est essentiellement signée par des habitants de 100 Mile House, en Colombie-Britannique, et de Lac La Hache.

Les signataires sont préoccupés par la frénésie fiscale du gouvernement et par son projet d'adopter une taxe sur les produits et services. Ils demandent au Parlement d'entreprendre une réforme fiscale permettant de percevoir un impôt minimum sur le revenu des riches et des sociétés ainsi que de prendre d'autres mesures susceptibles de rendre le régime fiscal canadien plus équitable.

VIA RAIL

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Madame la Présidente, la deuxième pétition, également jugée correcte conformément à l'article 36 du Règlement, concerne VIA Rail et est signée par des habitants de l'Ontario, qui expriment leur inquiétude face aux compressions imposées par le gouvernement à VIA Rail.

Ils demandent au Parlement de maintenir cette société, de la moderniser à l'aide de nouveau matériel et de lui accorder un budget suffisant pour qu'elle puisse remplir son mandat à l'échelle nationale.

Je sais qu'ils partagent mon inquiétude, c'est-à-dire que la prochaine démarche du gouvernement sera de déposer un projet de loi visant à créer une société VIA Rail à échelle réduite, ce que nous ne voulons pas dans notre pays.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, je suis heureux de présenter, au nom d'un certain nombre de Canadiens de l'Ouest, une pétition jugée correcte par le greffier des pétitions.

Si vous me permettez de la résumer, les pétitionnaires ne peuvent tout simplement pas croire que le gouvernement veut réellement imposer une taxe sur tous les produits, depuis les couches jusqu'aux cercueils. Pratiquement tout ce qui existe sera assujéti à une taxe de 9 p. 100.

Les pétitionnaires énumèrent une foule de raisons pour lesquelles ils s'opposent à cette taxe, et je vous en épargnerai la lecture, car ils doivent en avoir au moins une douzaine. Ils demandent simplement au gouvernement de rejeter le projet de taxe sur les produits et services, de réformer notre régime fiscal en appliquant un impôt minimum sur les sociétés et de ne pas taxer des services essentiels comme la coupe des cheveux, certains produits alimentaires et autres produits analogues.

Cette pétition est longue de plusieurs pages.

VIA RAIL

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Madame la Présidente, j'ai aussi une autre pétition qui s'inscrit dans le courant incessant des milliers de Canadiens qui s'élèvent chaque jour contre la décision du gouvernement de réduire les services de trains de voyageurs au Canada.

Les pétitionnaires font remarquer que nous sommes presque le seul pays dans le monde à prendre pareille décision. Étant donné que les trains de voyageurs constituent un mode de transport non polluant, la plupart des autres pays donnent de l'expansion à ce service en y investissant et en le modernisant, alors que le gouvernement actuel, à sa façon habituelle, le réduit ou le supprime dans de grandes parties de notre pays.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de revenir à la raison et de faire ce que font tous les autres pays occidentaux industrialisés, c'est-à-dire développer et moderniser le service de transport des voyageurs par chemin de fer.

[Français]

OPPOSITION AU PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UNE TAXE SUR LES PRODUITS ET LES SERVICES

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Madame la Présidente, il me fait plaisir de présenter aujourd'hui une pétition signée par plus de 2000 citoyens qui s'opposent à la taxe proposée du gouvernement, c'est-à-dire la taxe sur les produits et les services.

La communauté est très inquiète, très choquée, très énervée de voir que, pour la première fois dans l'histoire, il y aura, au niveau fédéral, une taxe sur les services. En plus de certains produits, car on a augmenté la taxe sur les produits manufacturés, maintenant, tous les produits ou presque tous les produits seront taxés. Il reste à voir le projet proposé en détail. Maintenant, les services! On voit dans la communauté, chez les commerçants, une grave inquiétude; on voit aussi dans la communauté, de la part des consommateurs, une inquiétude. De plus, les taux d'intérêt nous démontrent que l'inquiétude est une réalité.

[Traduction]

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui trois pétitions signées par un grand nombre de Canadiens inquiets, qui s'opposent au projet de taxe sur les produits et services. Ils croient que cette nouvelle taxe fera monter les taux d'inflation, d'intérêt et de chômage.

Par conséquent, ils demandent au gouvernement de la rejeter.